

Nouveaux Cahiers du socialisme



Lutte unitaire contre l'austérité : bilan et perspectives de la Coalition Main rouge

Véronique Laflamme

Numéro 20, automne 2018

Les groupes populaires face à l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89276ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laflamme, V. (2018). Lutte unitaire contre l'austérité : bilan et perspectives de la Coalition Main rouge. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (20), 139–144.

Lutte unitaire contre l'austérité : **bilan et perspectives de la Coalition Main rouge**

Véronique Laflamme

Organisatrice communautaire au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)¹

Leur grand projet de transformation sociale ne pouvant se réaliser en vase clos, les mouvements populaires québécois ont participé à maintes reprises par le passé à des coalitions visant à dénoncer les politiques néolibérales ou les politiques d'austérité (pensons à Solidarité populaire Québec ou au Réseau de vigilance). La plus récente, la Coalition Main rouge, a été formée pour créer un mouvement d'opposition aux politiques d'austérité du gouvernement libéral de Jean Charest et pour revendiquer un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux, dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun et pour une meilleure redistribution de la richesse.

Au fil des ans, le leadership de la Coalition Main rouge a été assumé par des organisations populaires, mais également étudiantes, féministes, communautaires et syndicales. Aujourd'hui, Main rouge est la seule coalition encore active regroupant différents secteurs en lutte contre l'austérité et le néolibéralisme. Une cinquantaine de regroupements nationaux et régionaux en sont actuellement membres.

Les deux grands volets de la stratégie de la Coalition ont été et demeurent l'éducation populaire (activités de formation, documents fiches, vignettes Web) et la mobilisation (grandes manifestations, occupations, blocages, actions symboliques, descentes

1 L'auteure est aussi membre du Comité « action et suivi » de la Coalition Main rouge. Elle signe le texte en son nom personnel.

de bannière, etc.). Mais la Coalition Main rouge est d'abord et avant tout une coalition de mobilisation. C'est dans la rue qu'elle vise à créer un rapport de force face à l'État, même si elle fait aussi un travail rigoureux de réflexion et de recherche, visant à mieux informer et outiller les membres des groupes sociaux et la population en général. D'autre part, si la Coalition a peu fait de représentations politiques sur ses propres bases, certains de ses membres utilisent ses documents pour en faire (notamment sur les solutions fiscales). Au fil du temps, les membres de la Coalition, dont les pratiques et les cultures organisationnelles sont souvent différentes, ont évolué ensemble. La Coalition a adopté dès 2011 le principe d'escalade des moyens de pression, ce qui est une première pour plusieurs groupes sociaux. Pendant plusieurs mois, les groupes membres de la Coalition ont construit la cohésion du groupe. Cette solidarité a été particulièrement visible en 2012.

Le chemin parcouru

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (devenue la Coalition Main rouge en 2017) est lancée à l'hiver 2010, donnant suite au budget 2009 de la ministre des Finances de l'époque, Monique Jérôme-Forget. Le nom que se donne la Coalition annonce très clairement sa volonté de répondre au gouvernement qui veut résoudre la « crise des finances publiques » par un retour rapide à l'« équilibre budgétaire » et, pour ce faire, de recourir à d'importantes mesures d'austérité. Rapidement, des dizaines de groupes répondent à l'appel de la Coalition et adhèrent à sa déclaration de principes. Au plus fort de la mobilisation, 140 groupes sont membres de Main rouge, dont les fondements sont caractérisés par la lutte contre les inégalités et pour la justice sociale, comme l'indique sa déclaration de principes². D'autres voies doivent être explorées pour assurer une meilleure répartition et une meilleure redistribution de la richesse. La Coalition revendique l'accès à des services publics universels et de qualité, pour assurer la réalisation des droits humains et pour agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Afin d'y arriver, elle entend proposer des projets et des politiques qui permettront de renflouer, sur une base équitable, les coffres de l'État dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun.

Au moment de la présentation du budget de 2010, la mobilisation s'accélère. Le 1^{er} avril, 15 000 personnes marchent dans les rues. C'est le véritable coup d'envoi de la mobilisation contre le Parti libéral du Québec (PLQ). Les actions se poursuivent à un rythme presque frénétique jusqu'à l'hiver 2012, alors que la Coalition organise un blocage de la tour de la Bourse. À partir de ce moment, les groupes sociaux se joignent au mouvement étudiant.

2 <<http://nonauxhausse.org/declaration/>>.

Dès l'été 2010, la Coalition décide de définir ses revendications autour des trois principales mesures régressives du budget 2010 : la hausse des frais de scolarité, les hausses des tarifs du bloc patrimonial d'Hydro-Québec et la taxe santé. Les revendications sont portées avec un discours plus général dénonçant l'austérité budgétaire et rappelant l'existence de solutions fiscales pour financer non seulement un secteur plutôt qu'un autre, mais l'ensemble des services publics et les programmes sociaux. En parallèle, l'Alliance sociale qui regroupe les quatre centrales syndicales (FTQ, CSN, CSQ et CSD), l'APTS, le SFPQ, le SPGQ, la FECQ et la FEUQ³ est créée. Elle entretient des relations correctes avec le comité de suivi de la Coalition Main rouge, mais il n'y a qu'une coordination ponctuelle entre les deux groupes qui n'ont pas exactement les mêmes stratégies. En mars 2011, à la veille du budget, une manifestation conjointe réunit 50 000 personnes dans les rues de Montréal.

À l'automne 2013, alors que le Parti québécois (PQ) prend le pouvoir, le combat contre l'austérité se poursuit. La Coalition continue son plan d'action avec la lutte contre la hausse des tarifs d'Hydro-Québec et se solidarise des actions contre les coupes à l'aide sociale. Cependant, la mobilisation n'est pas au rendez-vous pour plusieurs groupes.

À l'hiver 2014, la Coalition fait de la redistribution de la richesse un objet de lutte et non seulement de discours. Une campagne est lancée, *10 milliards de solutions, nous avons les moyens de faire autrement !* Finalement, ça marche ! Les documents, fiches et vignettes Web sont repris largement par les groupes membres de la Coalition et même au-delà. Des membres de ses comités sont appelés à faire des dizaines de présentations dans différents milieux. Au grand dam du gouvernement, les groupes sociaux réussissent à mettre l'austérité sur toutes les lèvres et à se doter d'un discours commun, comme quoi l'austérité n'est pas une fatalité !

Avec le retour des libéraux au pouvoir en 2014, c'est la reprise d'une bataille générale. Les centrales syndicales lancent *Refusons l'austérité*. La convergence des forces n'est toutefois pas systématique. Mais l'appel lancé par les centrales a un impact positif sur la mobilisation et sur le dynamisme de la lutte. De nouvelles alliances locales se créent dans certaines régions et dans plusieurs quartiers de Montréal.

À la Coalition, ce sont des années particulièrement remplies. La fiscalité joue un rôle important dans les mobilisations. La Coalition en profite pour créer du matériel de vulgarisation adapté à ce nouveau contexte. Le 31 octobre 2014, la manifestation

3 FTQ : Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec ; CSN : Confédération des syndicats nationaux ; CSQ : Centrale des syndicats du Québec ; CSD : Centrale des syndicats démocratiques ; APTS : Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux ; SFPQ : Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec ; SPGQ : Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec ; FECQ : Fédération étudiante collégiale du Québec ; FEUQ : Fédération étudiante universitaire du Québec.

L'austérité une histoire d'horreur, première grande mobilisation unitaire contre l'austérité depuis 2012, est particulièrement réussie. Tout au long de l'automne, la Coalition mène une lutte offensive contre les hausses de tarifs et les baisses d'impôts, ce qui probablement joue un rôle dans la décision du gouvernement de reculer, en partie. Dans les mois suivants, plusieurs « comités d'accueil » pour des ministres libéraux sont organisés, dont certains avec les centrales syndicales (CSQ, CSN et FTQ). Des actions surprises ont lieu lors d'évènements auxquels participent des élu-e-s du gouvernement. Ces actions directes mobilisent davantage de membres des syndicats que par le passé, notamment dans le cadre des actions « dérangeantes », ce qui permet de poursuivre l'organisation et la multiplication de ces initiatives, malgré la démobilitation du mouvement étudiant.

En février 2015, plus de 100 actions sont organisées dans plusieurs régions : une réussite à tous les points de vue, y compris sur le plan médiatique. À ce moment, le sentiment d'adhésion à la Coalition est à son apogée. Le 1^{er} mai, la Coalition appelle à une journée de grèves, d'actions et de perturbations devant se dérouler simultanément aux mobilisations syndicales. Plusieurs groupes communautaires font grève. Cette journée est aussi un succès de mobilisation, notamment à Montréal, où elle est lancée par le blocage de la tour de la Banque Nationale. Cependant, malgré les démarches de la Coalition, il n'y a pas de coordination avec *Refusons l'austérité*, situation déplorée par plusieurs. Toutefois la multiplication des actions ce jour-là envoie un message très clair sur le refus des politiques d'austérité. C'est le dernier grand coup où l'ensemble des groupes sociaux se sont mobilisés contre l'austérité.

Par la suite, la plupart des syndicats du secteur public priorisent leurs négociations et mettent en veilleuse les mobilisations plus larges. En parallèle, des actions sont cependant prévues par les groupes de femmes et les groupes communautaires. La faible participation à la manifestation unitaire contre l'austérité du 27 novembre 2015 dans Parc-Extension déçoit et s'explique mal autrement que par le sentiment de certains regroupements que leurs membres avaient été « sursollicités ». Entre-temps, la Coalition se prépare à l'éventualité d'une loi spéciale, mais cette stratégie, bien que longuement réfléchie et adoptée collectivement, n'est pas partagée dans les rangs de la Coalition⁴. La mobilisation se poursuit en février 2016 avec une nouvelle semaine d'action, puis avec des actions contre les paradis fiscaux en mars. À ce moment, le maraudage syndical dans le domaine de la santé est commencé et mobilise les énergies. Le mouvement étudiant est moins présent et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) moins impliquée à la Coalition. La campagne *Je soutiens le communautaire*, qui implique plusieurs des membres, tire à sa fin et les alliances dans le secteur de l'action communautaire autonome sont en réorganisation. Plusieurs groupes communautaires et féministes, ainsi que certains syndicats, continuent de

4 Finalement, le décret ou la loi spéciale n'a pas été imposé.

mobiliser et de placer la lutte contre les inégalités parmi leurs priorités. Cependant, la mobilisation de masse n'est plus au rendez-vous. Plus tard, la Coalition lance une nouvelle campagne contre le néolibéralisme et pour la reconstruction du filet social : *Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif*. La revendication phare : un réinvestissement massif dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome. Malgré un contexte politique et économique relativement favorable à l'obtention de gains, avec des surplus budgétaires records et l'approche des élections, la remobilisation est plutôt modeste durant les derniers mois.

En regardant vers l'avant

Près d'une décennie plus tard, les conditions qui ont mené à la naissance de la Coalition Main rouge sont toujours présentes. Et la nécessité de mener une lutte dépassant les différents secteurs contre la privatisation et la tarification ainsi que pour un réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux l'est tout autant. Avec les récents surplus budgétaires, cumulés sur le dos de la population la plus pauvre et au prix de l'affaiblissement du tissu social, le gouvernement du PLQ a réinvesti dans certains services publics, mais jamais à la hauteur des besoins. Il n'a pas l'intention de financer davantage les programmes sociaux, notamment les prestations de retraite, l'aide sociale ou le logement social, ou les groupes d'action communautaire autonome. C'est toujours avec un programme néolibéral que les réformes sont imposées aux services publics et aux programmes sociaux ; et, dès 2019, une nouvelle ronde de compressions est à prévoir si on se fie aux prévisions du dernier budget.

La construction d'un rapport de force pour une coalition repose, à mon avis, sur sa capacité à se doter d'un discours commun. Des revendications communes claires, une campagne large et continue d'éducation populaire pour accroître les bases de la mobilisation et contrer les discours de droite sont incontournables. Cependant, le développement de ce rapport de force s'appuie également sur la capacité des groupes à se solidariser réellement et à tenir ensemble de grandes mobilisations.

L'absence d'une lutte réellement unitaire et soutenue a probablement joué un rôle dans l'incapacité des mouvements sociaux à faire plus de gains ces dernières années. Cela provient de la participation inégale des différents groupes sociaux. Plus récemment, on assiste également à un retour de mobilisations plus sectorielles et à la création de nouvelles coalitions sur des enjeux spécifiques. Pendant ce temps, en raison des attaques multiples, les groupes sociaux doivent lutter à plusieurs niveaux et, souvent, avec de moins en moins de moyens. Ainsi, pour ne citer que ces exemples, les syndicats en santé et en services sociaux doivent se battre contre une réorganisation du réseau dans un contexte où les travailleuses et les travailleurs sont épuisés et où les groupes communautaires autonomes doivent souvent réduire leurs activités

en raison de leur sous-financement, alors qu'il y a plus de gens qui font appel à leurs services. Plusieurs de ces organisations, notamment celles de défense collective des droits, sur qui on compte généralement pour mener les luttes communes, sont particulièrement affectées par l'insuffisance des moyens.

Malgré tous ces obstacles, la Coalition a été un lieu où la solidarité s'est effectivement construite, parfois sur le long terme. Dans certaines régions, le travail en coalition a permis à des secteurs principalement issus de groupes communautaires et féministes de travailler plus étroitement ensemble et de développer de nouvelles pratiques. La Coalition bénéficie toujours d'un capital d'appui sur lequel la mobilisation sociale peut se reconstruire.

Les groupes et regroupements de la Coalition Main rouge adhèrent toujours fortement à son message, mais il n'est pas clair que les organisations nationales soient prêtes à mettre les énergies pour la faire vivre réellement. Peut-on poursuivre une lutte unitaire contre la démolition des services publics et des programmes sociaux et, plus généralement, contre le néolibéralisme et son programme austéritaire ? Doit-on attendre que des attaques virulentes surviennent pour que les groupes sociaux accordent plus de place à une mobilisation unitaire ? Une chose est certaine, nous ne pouvons pas nous permettre collectivement d'attendre bien longtemps.



Photo : Véronique Laflamme